

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Francis Meyer** : La responsabilité sociale de l'entreprise : un concept juridique ?

**Sophie Nadal** : La nullité de l'avenant en cas de violation du préavis conventionnel (Cour de cassation, Chambre sociale, 27 octobre 2004, *Synd. CGT APMT-BTP-RP*)

### DOCUMENT

Circulaire du 27 octobre 2004 relative au cumul de revenus professionnels et d'une pension de vieillesse servie par différents régimes de Sécurité sociale.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

A propos d'une présomption de bonne foi déplacée : la consécration de l'hégémonie contractuelle sur les droits et libertés du salarié.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) deux espèces, 23 février 2005** - Note Pascal Moussy (p. 213)

Répression du harcèlement sexistes dont est victime une salariée.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 juin 2004 ; Tribunal de grande instance de Vesoul (ch. corr.) 2 mai 2002** - Note Michel Miné (p. 217)

Un code d'éthique comportant des dispositions générales et permanentes destinées à s'imposer aux salariés doit respecter la procédure d'élaboration du règlement intérieur.

**Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 6 octobre 2004** - Note Francis Saramito (p. 219)

Il ne peut être imposé à un salarié d'indiquer à son employeur, avant le déclenchement de la grève dans un secteur professionnel soumis à l'obligation de préavis, qu'il participera au mouvement.

**Cour d'appel de Paris (18<sup>e</sup> Ch. C) 20 novembre 2003** - Note Francis Saramito (p. 221)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit pénal du travail** : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Marc Richevaux**.

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



## TABLE DES MATIÈRES

MAI 2005

### Doctrine :

La responsabilité sociale de l'entreprise : un concept juridique ?, par <b>Francis Meyer</b> , Maître de conférences à l'Université Robert Schuman, Institut du travail, Chercheur au centre du droit de l'entreprise - Laboratoire de droit social .....	185
La nullité de l'avenant en cas de violation du préavis conventionnel, par <b>Sophie Nadal</b> , Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, Centre de recherches en droit économique (CRDE) .....	195
Annexe : CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS - Révision - Procédure conventionnelle – Non-respect – Nullité de la révision (oui).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 octobre 2004</b> .....	200

### Document :

Circulaire du 27 octobre 2004 relative au cumul de revenus professionnels et d'une pension de vieillesse servie par le régime général de Sécurité sociale, le régime des salariés agricoles et certains régimes spéciaux .....	202
--	-----

### Jurisprudence :

CONTRAT DE TRAVAIL – Contrat à durée déterminée – Rupture anticipée – Refus d'un accroissement de l'amplitude de l'horaire de nuit non constitutif d'une faute grave – Rupture non conforme à l'article L. 122-3-8 du Code du travail	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 septembre 2004</b> .....	212

CONTRAT DE TRAVAIL – Mise en œuvre par l'employeur d'une clause de mobilité et changement des conditions de travail – Bonne foi contractuelle – Décision de l'employeur prise pour des raisons étrangères à l'intérêt de l'entreprise ou mise en œuvre dans des conditions exclusives de la bonne foi contractuelle – Preuve incombant au salarié (deux espèces).	
<b>Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 février 2005</b> .....	213
<b>Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 février 2005</b> .....	213
<b>Note Pascal Moussy</b> .....	214

CONTRAT DE TRAVAIL – Responsabilité du salarié au regard des dommages causés à un tiers dans l'exercice de sa mission – Immunité du préposé au plan civil – Responsabilité de l'employeur commettant – Application au personnel médical (deux espèces).	
<b>Première espèce : COUR DE CASSATION (1<sup>re</sup> Ch. Civ.) 9 novembre 2004</b> .....	215
<b>Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (1<sup>re</sup> Ch. Civ.) 9 novembre 2004</b> .....	216
<b>Note Francis Saramito</b> .....	216

DISCRIMINATION – Harcèlement sexiste (deux espèces) – Inscription de mentions sexistes – Faute (première espèce) – Propos injurieux et comportement humiliant – Infraction de violence constituée (deuxième espèce).	
<b>Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 juin 2004</b> .....	217
<b>Deuxième espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE VESOUL (Ch. Corr.) 2 mai 2002</b> .....	217
<b>Note Michel Miné</b> .....	219

DROIT DISCIPLINAIRE – "Code d'éthique" – Dispositions générales et permanentes destinées à s'imposer aux salariées – Obligation de respecter la procédure d'élaboration du règlement intérieur et l'article L. 120-2 CT – Suspension d'application ordonnée en référé.	
<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (référé) 6 octobre 2004</b> .....	219
<b>Note Francis Saramito</b> .....	220

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – 1° Opérations débouchant sur un procès-verbal de carence – Transmission à l'inspection du travail – Contestation par un syndicat – Délai de quinze jours opposable au syndicat à compter de son information par l'administration du travail – 2° Demande syndicale d'organisation d'élections – Procès-verbal de carence – Caractère opposable (non).	
<b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 mars 2004</b> .....	221
<b>Note Jean-Luc Belpaume</b> , secrétaire général de l'Union locale CGT d'Amiens ville .....	221

GRÈVE – Transports aériens – Pilote, commandant de bord – Inexécution d'un vol programmé pour la période d'arrêt de travail – Exercice normal du droit de grève – Employeur ne pouvant imposer au salarié d'indiquer à l'avance s'il participera ou non au mouvement – Nullité de la sanction prise à l'encontre de l'intéressé.

**COUR D'APPEL DE PARIS (18<sup>e</sup> Ch. C) 20 novembre 2003** ..... 221

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Mécontentement entre le salarié et la fille de l'employeur – Cause réelle et sérieuse – Manquement de l'employeur à l'obligation de sécurité de l'article L. 230-2 CT – Dommages-intérêts.

**CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LONGJUMEAU (section activités diverses) 16 février 2004** ..... 224

MALADIES PROFESSIONNELLES – Réparation – Décès de la victime – Action des ayants droit en reconnaissance de la faute inexcusable et en réparation du préjudice moral – Prescription – Point de départ – Rechute ne faisant pas courir un nouveau délai – Droit d'action éteint par application de la prescription biennale.

**COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 26 juin 2004** ..... 225

**Note Francis Saramito** ..... 226

### ***Chroniques jurisprudentielles :***

DURÉE DU TRAVAIL – Apprentis travaillant un jour de fête légale – Circulaire l'autorisant – Erreur de droit non constituée.

**COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 18 janvier 2005** ..... 227

HYGIENE ET SÉCURITÉ – Blessures involontaires – Partie civile – Conditions de recevabilité de l'action en justice.

**COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 26 octobre 2004** ..... 229

TRAVAIL DISSIMULÉ - Entraide agricole (non) - Délit constitué.

**COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 9 novembre 2004** ..... 230